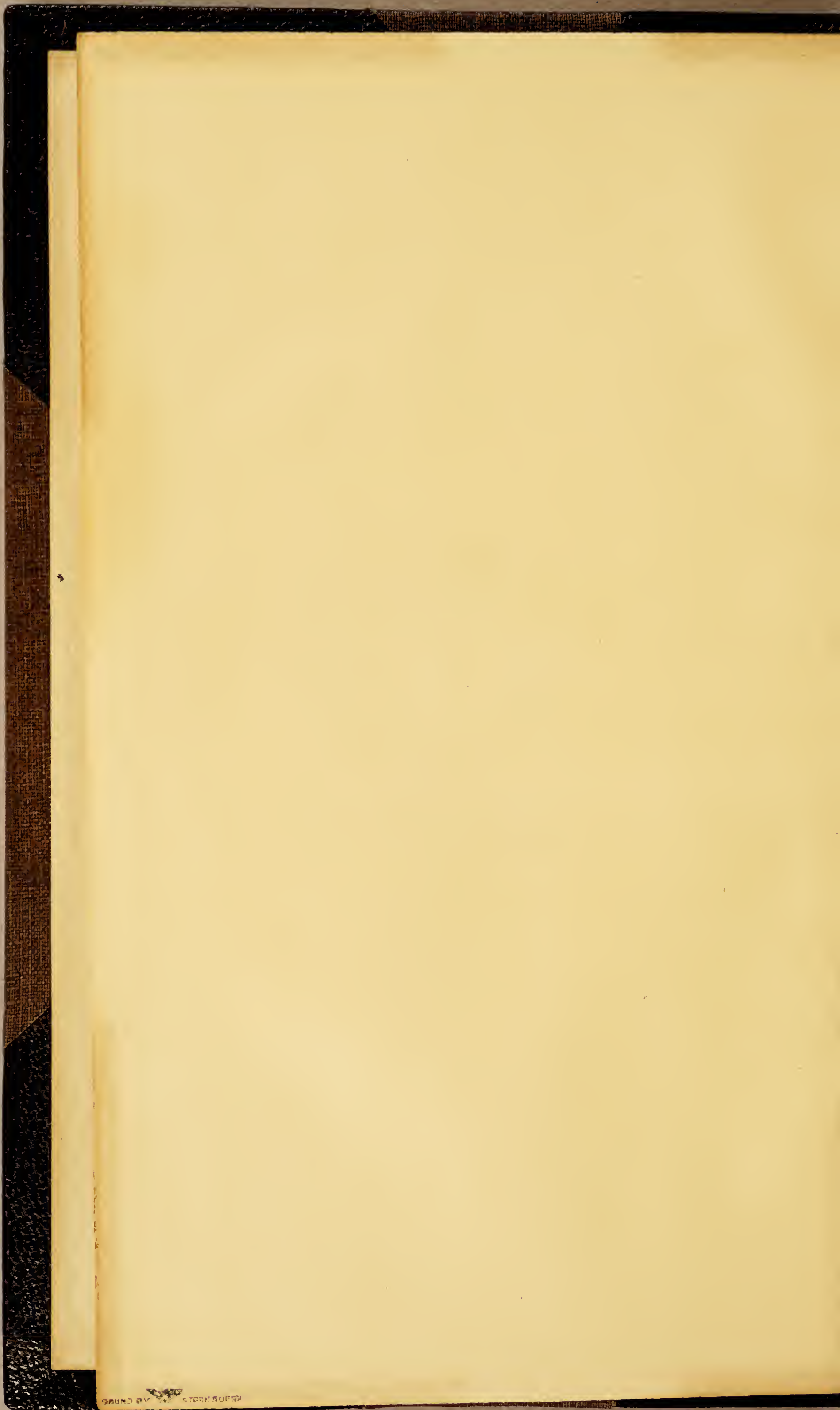






John Carter Brown
Library
Brown University



Bought at Caplin Sal
Feb. 19-20, 1918

213
NOUVELLES OBSERVATIONS,

SUR LA

SECONDE LETTRE 14

DE

MR. DE PINTO, 14

A L'OCCASION DES TROUBLES DE L'AMERIQUE SEPTENTRIONALE.

POUR SERVIR DE SUITE AUX OBSERVATIONS D'UN HOMME IMPARTIAL SUR LA PREMIERE LETTRE DE MR. *****.

De illo, *Quem tu quibusdam litteris ad coelum laudibus extulisti, rumores duriores erant*: C. epist. L. XII. epist. 25. Cornificio. S. P. D. versus finem.

L O N D R E S.

1 7 7 6.

42

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
CHICAGO, ILL.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
CHICAGO, ILL.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
CHICAGO, ILL.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
CHICAGO, ILL.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
CHICAGO, ILL.



OBSERVATIONS

SUR LA

SECONDE LETTRE

DE

MR. DE PINTO,

A L'OCCASION DES TROUBLES DES

COLONIES AMERICAINES ETC.



Le Docteur établi à la Jamaïque, ami de Mr. de Pinto, est du nombre de ceux qu'il est facile de persuader. Ses préjugés n'ont opposé qu'une foible résistance aux raisonnements de l'Appologiste du Gouvernement Britannique. Les Colons Ame-

A

ri-

ricains ne sont plus à ses yeux , que *des ingrats , des fanatiques , des Rebelles , qui loin de combattre pour la liberté , forgent des chaînes qui pourroient les mener à l'esclavage* (1).

Je ne sçais si Mr. de Pinto doit beaucoup s'applaudir d'avoir fait un Profelyte qui lui coute si peu ? Je ne sçais pas même si la cause qu'il défend , n'y perd pas plus qu'elle n'y gagne ? Quelle gloire en effet ? Que celle de vaincre un adversaire qui ne dispute rien , on du moins qui paroît n'avoir rien contesté.

Mais comme nous sommes en droit de supposer que Mr. le Docteur établi à Kingston , n'est qu'un être chimerique , nous ne sommes pas surpris que cet homme de paille rende les armes à la première attaque , quelque foible qu'elle ait été : créé par Mr. de Pinto lui même , il eût peu convenu à cette creature , recement sortie des mains de son Auteur , de disputer avec lui.

Le seconde lettre que j'examine , pour en être plus volumineuse que la première , n'en est pas plus concluante en faveur du Gouvernement de la Grande Bretagne. Elle est même presque
tout.

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 3.

tout-à-fait étrangère au sujet de la contestation. Il n'y a que le titre & les quatorze premières pages qui y aient quelque rapport direct.

La meilleure volonté ne suffit pas toujours pour faire valoir des intérêts qui nous sont chers ; on est toujours très embarrassé , pour donner un air de vraisemblance à des absurdités , trop palpables , pour pouvoir être déguisées. Telle est la fâcheuse situation où Mr. de Pinto se trouve. Il est malheureux pour lui , de n'avoir pas eu une meilleure cause à défendre. Je ne crois pas même qu'il soit honteux pour lui de la perdre.

Un Client qui se contente de la bonne volonté de son Avocat , n'a aucun reproche à lui faire , s'il échoue dans sa défense ; il est même tenu à lui payer son salaire. Mr. de Pinto forcé par état , d'écrire sous la dictée du Ministère Britannique , n'a pu s'écarter des instructions qu'on lui a donné ; il est des devoirs difficiles & désagréables à remplir ; il est toujours dur d'être forcé à écrire ce qu'on ne pense pas ; il est affreux de faire violence à la Nature ; voilà cependant à quoi conduisent trop souvent , les faveurs des Grands : ils exercent toujours un Empire Tyranique sur ceux qu'ils s'attachent par leurs largesses ; si quelque fois ils récompensent les talens d'un homme de mérite , s'est presque toujours

pour acquérir le droit de forcer cet homme à les prostituer tôt ou tard en leur faveur.

Mr. de Pinto convient lui même, que ses réflexions n'ont qu'un rapport indirect avec l'affaire des Colonies; elles sont en effet très générales & peuvent s'appliquer à tous les cas politiques. Il veut qu'on regarde sa seconde lettre comme son *testament politique* (1). Je veux croire que ce testament est bien fait; ce n'est pas à moi de le discuter. Comme je n'ai aucun intérêt à perdre de vue l'état de la question, je n'examinerai de cette seconde lettre, que ce qui a un rapport immédiat avec la contestation entre les Colonies & la Mere-Patrie: c'est annoncer que je ne ferai pas long.

Mr. de Pinto se fait faire deux questions, par le Docteur Automate de Kingston:

Première question.

„ Pourquoi & comment at-on laissé venir les
 „ choses à cette extrémité? Pourquoi n'en at-
 „ on pas prévu les suites quand il étoit encore
 „ tems? Et pourquoi le Gouvernement Anglois
 „ s'est laissé tromper à ce point là?

Se-

(1, Lettre de Mr. de Pinto p 6.

Seconde question.

„ Quel est son sentiment sur les suites & sur la
 „ fin que pourra avoir cette triste & malheureu-
 „ se guerre (1) ? ”

La première question est faite à propos, la cu-
 riosité du soit-disant Docteur est raisonnable ;
 voyons comment Mr. de Pinto s'y prend pour
 la satisfaire.

On ne voit pas d'abord pourquoi Mr. de Pin-
 to commence par l'Apologie de la Constitution
 Britannique, pourquoi il s'attache à prouver que
 les deffauts de cette constitution tournent même
 à son avantage, en un mot on ne comprend pas
 que, pour repondre à la première question qu'il
 se fait, Mr. de Pinto doive commencer par
 prophetiser la décadence de l'Empire Britanni-
 que, malgré *le plan admirable & divin de sa con-*
stitution. Il me paroît que c'est éluder la que-
 stion, ou du moins chercher à l'embrouiller. Je
 dis plus c'est se contre dire à pure perte.

On ne lui demande pas „ si le Royaume Bri-
 „ tannique à fait plus de progrès par l'énergie
 „ de

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 4.

de sa constitution qu'aucun autre Empire quel-
 conque, sans en excepter celui des Romains :
 (1)". Son ami lui demande, pourquoi & com-
 ment at-on laissé venir les choses à cette extrémité ?
 Pour répondre Cathégoriquement, il faut dire,
 ou que le Gouvernement n'a pas préveu les sui-
 tes dangereuses que cette contestation pouvoit
 avoir, ou que les prévoyant, il n'a pas pu les
 empêcher, ou qu'en fin il n'a voulu faire res-
 pecter son autorité en Amerique, qu'après avoir
 compris trop tard, que sans la force & la vio-
 lence, les Colons ne porteroient jamais le joug
 qu'on leur essayoit depuis nombre d'an-
 nées.

Dire que le parti de l'opposition met des en-
 graves à l'exécution des plans du Ministère, dire
 que les raisonnements captieux de ce parti embarras-
 sent les Ministres, c'est rejeter la faute sur ceux
 qui ont voulu empêcher qu'on ne fut jamais dans
 le cas de la commettre ; c'est quelque chose de
 plus, c'est vouloir disculper le Ministère par u-
 ne fausseté evidente. Toute l'Europe sçait que
 lorsque le Ministère Anglois fait faire quelque
 proposition au Parlement, cette proposition quel-
 le

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 8.

le quelle soit, passe à la pluralité de plus des deux tiers des voix, & au contraire, lorsque le parti de l'opposition en fait quelqu'une de sa part, elle est rejetée avec une majorité de voix encore plus grande que dans le premier cas. Il est donc incontestable, que si le Parlement, ou plutôt le Gouvernement Britannique eût voulu dès le commencement, envoyer des nouvelles troupes en Amérique, s'il eût voulu dans les premiers tems, risquer les événements d'une guerre civile, s'il eût voulu enfin, comme il le veut aujourd'hui, faire passer presque tous les regimens des trois Royaumes en Amérique, prendre à sa solde des troupes étrangères, & mettre à deux doigts de sa perte, l'Empire Britannique dans les deux hemisphères, s'il l'eût voulu, il l'auroit pu. Le parti de l'opposition n'étoit pas plus fort au commencement de la querelle, qu'il l'est aujourd'hui; il n'avoit pas plus d'influence dans ce tems, qu'il en a aujourd'hui. C'est donc avancer, contre l'évidence d'un fait connu de tout le monde, que le parti de l'opposition a gêné le Gouvernement dans l'exécution de son plan; Mr. de Pinto ne peut faire illusion qu'à son correspondant à la Jamaïque.

Il peut lui dire tant qu'il voudra que le parti de l'opposition a fait perdre aux Ministres le moment favorable, que le Parlement est quelque fois de

fait, si non de droit, sujet à un éspec de contrôle de la part de la Nation, que tout est épeluché & analysé de la façon du monde la plus sévère (1). Il peut dis-je, lui conter toutes ces sornettes, cela ne rendra pas sa cause meilleure au jugement d'un homme mediocrement instruit de la Nature de cette malheureuse querelle, des intrigues du Gouvernement, de la venalité des suffrages dans le Parlement Britannique, des intérêts particuliers des Ministres, & en un mot, de ce qui a quelque rapport prochain ou éloigné avec cette grande affaire.

Mr. de Pinto ne nous persuadera jamais, que le parti de l'opposition est la cause en partie que les affaires de l'Amerique en sont venues au point où nous les voyons.

Il ne reussira pas mieux à faire croire que le Gouvernement, quelque préponderant qu'il paroisse perdrait infailliblement la majorité dans les Communes, s'il tenoit quelque demarche réellement inconstitutionnelle contraire à la liberté publique (2). Les Communes ne pouvoient pas avoir une plus belle occasion pour s'opposer à une demarche réellement in-

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 11.

(2) Ibid. p. 10.

inconstitutionnelle, & pour faire perdre la majorité au Ministère.

Appeller des troupes étrangères, les prendre à sa solde, traiter avec leurs Souverains respectifs, leur accorder tels avantages qu'ils exigent, fixer à son gré, la solde de ces militaires étrangers, en un mot disposer tout en secret, ou du moins sans en faire part au Parlement, que lorsque tout est conclu & arrêté, que lors même que les troupes sont en marche pour leur destination, n'est ce pas une démarche *inconstitutionnelle*? Je sçais que par la Constitution Britannique, le Monarque Anglois peut faire la guerre & la paix indépendamment du Parlement, mais je sçais aussi que par cette même constitution, le Parlement seul, ou pour mieux dire les Communes sont libres d'accorder tels ou tels subsides, pour subvenir aux fraix de la guerre; si donc le Ministère dispose des revenus de la Nation sans le consentement des Communes, le Ministère fait une démarche réellement *inconstitutionnelle* & contraire à la liberté publique: or dans ce cas, le Ministère a disposé des revenus de la Nation sans son consentement, puisqu'avant de sçavoir si elle vouloit contribuer & pour combien elle vouloit contribuer, les Traittés de solde & autres relatifs aux finances étoient déjà conclus & ratifiés. Bien plus le Parlement n'en a eu une con-

noissance legale, que lorsque déjà on commençoit à les executer de part & d'autre.

Mais le Ministère en agissant ainsi, au moins indirectement contre la constitution, sçavoit bien qu'il ne hasardoit rien, qu'il ne se comprométoit pas, & que tout ce qu'il faisoit seroit approuvé & passeroit, malgré la juste réclamation du parti de l'opposition; il le sçavoit, parceque la majorité des suffrages dans les Communes, lui apportenoit à titre d'achat. Mr. de Pinto me mettra du nombre des *Clabaudes* contre la vénalité; je me consolerais de cet affront, avec le grand nombre de ceux à qui il le fait. En attendant, je lui répondrai que pour s'inscrire en faux contre un fait de notoriété publique, il ne suffit pas d'apostropher ceux qui l'avancent. Ce n'est pas par les invectives & les injures, que le Philosophe de Ferney s'est fait le plus d'honneur, lorsque pour tout argument, il les a employées avec profusion, contre ceux qui ont voulu lui prouver qu'il étoit sujet à se tromper tout comme un autre & qu'il s'étoit trompé très souvent. Mr. de Pinto, ni lui, ne termineront jamais à leur avantage, une querelle telle qu'elle puisse être, si pour toute défense, ils n'ont que des injures à dire. On les laissera *Clabauder* à leur aise & on se rangera toujours du parti de la vérité. J'ose donc affirmer & soutenir contre Mr.

de

de Pinto, qu'il est faux que le Ministère Britannique ait laissé venir les choses au point où elles sont en Amérique, parceque le parti de l'opposition a mis des *entraves au plan de ces operations*, dès les premiers moments de la contestation. Longtems avant l'Epoque de la dispute actuelle, le Gouvernement avoit trouvé le secret de se rendre despotique, & de s'embarasser fort peu de l'opposition.

J'accorde à Mr. de Pinto que *le changement trop fréquent des Ministres est toujours dangereux*, mais je nie la consequence qu'il en tire pour établir la seconde raison qu'il donne à son ami, de la negligence du Gouvernement Anglois à punir dès le commencement, les soit disant Rebelles. Il infere de son principe que *Mr. de Grenville ayant été culbuté par la haine que la Nation lui portoit*, ce Ministre n'a pu executer son plan pour appaiser la sedition; & il ajoute qu'il l'auroit pu d'autant plus facilement, que *l'année de sa chute étoit celle où on devoit envoyer des nouvelles troupes en Amérique & rapeller les Anciennes*. Car continue-t-il, „ par leur réunion, sans avoir l'air de „ menace, on auroit eu, dans ce moment là, assez de forces pour prévenir une revolte naissante (1).”

II

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 12.

Il y a grande apparence que Mr. de Pinto se trompe, & que supposé que Mr. de Grenville eût eu les vues qu'on lui prête il eut échoué comme le Ministère actuel à échoué & échouera encore selon toutes les apparences, s'il n'emploie contre les Colons, que la force & la violence pour les soumettre.

Une revolte veritable, une sedition proprement dite, peuvent & doivent même, être étouffées par les premiers efforts vigoureux que l'Autorité legitime fait pour reprimer les seditieux & les Rebelles. 1°. Parceque pour l'ordinaire il n'y a que la populace, la canaille, les mauvais sujets, des gens qui n'ont rien à perdre & très souvent des femmes du plus bas étage, qui se livrent aux exés d'une revolte, & qui sans reflechir, s'exposent au malheur d'être punis comme ils le meritent. 2°. Parceque s'ils sont soutennus par quelqu'un, ce quelqu'un ne peut être qu'une, ou un petit nombre de personnes qui cherchent a venger quelque querelle particuliere, ou à profiter du trouble, pour quelque intérêt particulier. Or dans ce cas, le Souverain d'un coté, qui se montre superieur en force, qui commence par punir les premiers qui sont pris, la conscience de l'autre, qui reproche l'atrocité du crime, on si l'on veut la peur des tourments qui se présentent comme inevitables; le desespoir de

de se voir abandonné condamné & poursuivi par les honêtes gens ; tout cela fait , que desque les premiers accès de la fureur sont passés, ces perturbateurs de l'ordre public, qui ne voient aucun moyen de se soutenir, ni d'être soutenus, metent bas les armes, & se rendent à discretion.

Ce que je dis l'experience le confirme. Mais peut-on appeller le soulèvement des Colonies une revolte proprement dite ? At-elle du moins les caractères odieux qui distinguent une sedition, d'une juste opposition à des prétentions illegitimes ? N'est-ce que la Canaille & que la lie du peuple dans les Colonies, qui ait pris les armes contre la Mere-Patrie ? N'y a-t-il dans cette confederation, que des gens sans aveu, & qui n'ont rien à perdre ? N'est ce qu'une troupe des femmes perdues qui sont sous les armes & qui opposent une vigoureuse resistance aux troupes Britanniques ? En un mot les soit-disant rebelles ne sont-ils soutenus que par quelques particuliers intéressés à metre le desordre dans cette portion de l'Empire Britannique ? Mr. de Pinto ne sauroit nier que ce ne soit au contraire toutes les Colonies en corps, qui demendent les armes à la main, la reparation de leurs griefs : il ne sauroit nier que les Colons Americains ont tout à perdre s'ils échouent, & que parconsequent

quent il faut qu'il y est autre chose, que l'entêtement, dans leur opposition au Gouvernement.

Or l'intérêt d'aujourd'hui est le même que celui qu'ils avoient au commencement, donc au commencement, comme aujourd'hui, ils auroient opposé une vigoureuse résistance aux Troupes du Roi, s'ils en avoit été attaqués avec le même acharnement qu'ils l'ont été depuis. Donc quand bien même Mr. de Grenville n'auroit pas été renvoyé du Ministère, qu'and bien même, il eut fait passer des forces doubles de ce qu'elles étoit en Amerique, pour y soutenir les prétentions du Ministère, les Colons lui auroient résisté assez long tems, pour avoir celui de se mettre en état d'opposer une résistance respectable & redoutable en même tems; Donc cette sedition n'eût pas été apaisée *dans sa naissance*, quand bien même Mr. de Grenville eût resté jusqu'aujourd'hui dans le Ministère.

Encore un coup, s'il est aisé de faire rentrer dans le devoir une troupe de Mutins qui s'en écartent, & que le Fanatisme, & le libertinage ont armés, il est toujours très difficile de subjuger & de soumettre des cytoyens vertueux qui, faisant cause commune, se lient & s'unissent pour soutenir leurs droits. On est presque
tou-

toujours, assez fort, quand on combat pour la liberté; & pour conserver les droits que la Nature & la Constitution de l'Etat réunis, nous donnent.

C'est le cas des Colons Anglois quoiqu'en dise Mr. de Pinto, donc Mr. de Grenville eût fait contre eux des efforts impuissans même au commencement de la querelle; donc la seconde raison alleguée par l'Auteur de la seconde lettre n'est pas plus solide que la première. Voyons si celles qui suivent ont quelque chose de plus satisfaisant.

L'opposition, dit Mr. de Pinto, avoit inspiré à une partie de la Nation des préjugés en faveur des Colonies. C'est sans doute pour ne pas revolter cette partie de la Nation que le Ministère à temporisé dans les commencemens. C'est pour donner le tems à cette partie de la Nation de revenir de ses préjugés en faveur des Colonies, que le Gouvernement n'a pas voulu agir d'abord avec force contre les Americains. Si c'est là le motif de sa negligence, il est malheureux que ses menagemens n'aient pas réussi; car les préjugés subsistent, & se fortifient encore tous les jours dans la Nation Angloise; les partisans des Colons loin d'y diminuer, y aug-

augmentent en proportion que l'intérêt commun de tous les co-sujets augmente, que les dangers que la Nation court, deviennent plus à craindre, & que la liberté publique, la constitution même, risquent le plus. Si l'on compare le nombre des adresses présentées au Roi par les partisans des Colons, avec le nombre de celles qui lui ont été présentées par ceux qui leur sont opposés, cette comparaison décidera la question contre le Gouvernement: on verra clairement que le petit nombre est pour lui, & le très grand pour les Colons. Que fera-t-on si l'on pèse les unes & les autres, & que l'on compare l'intérêt des Représentants des deux partis? Inutilement le Ministère voudrait-il faire pencher la Balance en sa faveur, en mettant de son côté, toutes les adresses que Mr. de Pinto dit avoir été portées par le Général Gage, lors de son retour de l'Amérique (1). Sa cause n'en deviendrait pas meilleure. La chose est évidente: parceque s'il est vrai que le Général Gage, a porté des adresses favorables au Gouvernement, on peut les suspecter, comme ayant été mandées ou extorquées, ou peut-être achetées. Car si ces adresses étoient en si grand nombre & de si grand poids, le

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 17.

le Ministère n'eût pas manqué de les communiquer au Public. *Adresses*, dit Mr. de Pinto, que nos *Gazetiers* ont toujours soigneusement cachées au Public en Hollande (1), Mr. de Pinto croit-il que tous les rédacteurs des nouvelles publiques sont aux gages de l'Opposition? Avouons-le, Mr. de Pinto n'y a pas réfléchi quand il a mis cette absurdité en avant. Il leur fait un reproche qu'ils ne méritent pas; d'ailleurs il n'étoit rien de si facile pour le Gouvernement, que de se venger de la malice de Mrs les *Gazetiers*, rien de si aisé que de la rendre infructueuse; il étoit tout simple de rendre publiques ces adresses par un autre voye, que par celle des *Gazetes*, elles en auroient même eu plus de credit, si elles avoient été antiques. Mr. de Pinto lui même, qui dit être mieux instruit que tout autre, en annonçant cette malice de la part des *Gazetiers*, pouvoit à la fin d'une de ces lettres, faire imprimer toutes ses adresses portées par le General Gage. Il est vrai que Mrs le *Gazetiers* ne paroissent pas partisans du Ministère; mais cela même prouve que les Nations étrangères ont aussi des forts préjugés contre le Gouvernement britannique
peut-

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 17.

peut-on dire que le parti de l'opposition a envoyé des émissaires chez tous les peuples de l'Europe, pour y faire des prosélytes, & y inspirer généralement ses propres sentimens ? Non c'est la Nature qui prêche partout, la cause des Colons, c'est la Nature qui inspire partout, des sentimens de compassion en leur faveur, c'est la Nature qui fait naître dans presque tous les coeurs, le desir sincère de les voir triompher, c'est la Nature en un mot, qui dans la Nation Angloise, comme dans toutes les autres Nations policées, leur gagne des partisans. Le simple préjugé ne fauroit réunir la majorité des suffrages de tous les peuples en faveur des Américains, il faut donc que ce soit la raison ; les traiter à tout propos de *Rebelles* de *Traitres*, de *Fanatiques* &c. leur prodiguer comme Mr. de Pinto, ces dénominations odieuses, leur appliquer sans ménagement avec le Ministère, ces qualifications injurieuses, c'est s'exposer à des représailles, de la part des partisans des Colons, & c'est les mériter.

„ On avoit alarmé le public, dit encore Mr.
 „ de Pinto par des prétendues pertes de son
 „ Commerce & de ses Manufactures, si on a-
 „ gissoit avec vigueur contre les Colonies. Il
 „ falloit que le tems & les faits démontraissent
 „ com-

, combien ces allarmes étoient peu fondées (1).”

Malgré la description avantageuse, que Mr. de Pinto fait du Commerce de la Grande Bretagne, de ses Manufactures, de ses ressources, de ses forces, de sa prospérité constante depuis la révolution, de ses Richesses dans l'Indostan, de l'état florissant de sa Compagnie, de son crédit en Europe, de ses revenus, & en un mot de la solidité de ses actions & de sa Banque, malgré tout cela, le public est encore alarmé, & tous les intéressés dans les fonds de la Grande Bretagne, tremblent pour leur fortune. La très grande partie voudroit pouvoir retirer leurs capitaux; & quoiqu'en dise Mr. de Pinto, il y en a très peu qui n'envisagent ou une Banque-route prochaine, ou au moins, une réduction très forte. Ce qu'il y a de plus désespérant, c'est que de quelle façon que les affaires tournent, quelle issue qu'ait cette malheureuse querelle, les intéressés n'appergoivent qu'une perte plus ou moins grande, mais une perte toujours assurée. *Les actions*, dit l'Appologiste du Gouvernement, *n'ont pas encore baissé & elles se soutiennent.* Cela peut-

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 20.

peut-être vrai, & les allarmes du public peuvent être bien fondées sur leur prochaine décadence. En voici la raison ce me semble.

Une grande partie des Actionnaires Nationaux tient au Gouvernement Anglois, est inspirée par lui, & n'agit qu'à son instigation; il est donc de leur intérêt actuel de jouer leur jeu avec intrépidité, du moins en apparence, car s'ils laissoient voir dans ce Commerce singulier, la moindre crainte, bientôt les Actionnaires moins intéressés prendroient l'épouvante & quitteroient la partie; les Actionnaires étrangers, je parle de ceux qui par des sommes considérables se sont fourrés dans ce Labyrinthe sans issue, ont le même intérêt à faire bonne contenance, pendant le temps que tout n'est pas entièrement désespéré: on connoît d'ailleurs l'habileté, la souplesse, & le zèle des Courtiers du Commerce des Actions; d'où l'on peut conclure que si les actions se sont soutenues jusqu'à présent, c'est parceque la compagnie a trouvé des ressources 1^o. dans le Gouvernement, qui a fourni sous main une partie des sommes nécessaires pour former le Dividende annuel; quoiqu'en dise Mr. de Pinto le fait est avéré 2^o. dans les plus grands & les plus intéressés actionnaires, tant Nationaux, qu'Etrangers, qui ont

ont aussi fourni leur côte & part, pour pouvoir par cette supercherie, en imposer à ceux qui ne connoissent pas le dessous des cartes, 3°. dans la subtilité des Juifs préposés à la vente & à l'échange des actions. Cette supposition paroitra d'abord un Paradoxe, mais qu'on y réfléchisse, on verra qu'elle n'a rien que de très naturel. Il arrive quelque fois dans le Commerce ordinaire, qu'un Negotiant prêt à manquer, faute de pouvoir satisfaire à tous ses engagements, assemble les créateurs les plus intéressés à sa faillite prochaine, il arrive dis-je qu'il leur expose le véritable état de ses affaires & qu'il leur annonce une perte assurée, s'ils ne concourent pas à le soutenir & ne le mettent en même, de faire face aux obligations les plus pressantes; soit prudence, soit commisération, on seconde ses vues, on se prête à ses desirs; pourquoi? Parceque le Créancier voit qu'il ne gagneroit rien à vouloir exiger sur le champ, les sommes qui lui sont dues. On lui démontre une perte sure & totale, s'il veut agir contre son Debitur, il se tranquillise par force & attend du temps, un remboursement qui, quelque éloigné qu'il paroisse, pourroit absolument lui être fait. Si cela arrive dans le Commerce ordinaire, il seroit moins surprenant que cela fut arrivé actuellement dans celui des Actions. Les intéressés dans celles-ci, ont un intérêt plus particulier & plus pressant de

soutennir la Compagnie prête à manquer & de reculer de quelque année sa faillite; le voici; c'est qu'en faisant semblant d'être contents, ils engagent d'autres fols à prendre part à ce Commerce, & qu'insensiblement, ils peuvent espérer de se retirer avec moins de perte, en substituant d'autres actionnaires à leur place. Il vaut mieux perdre son dividende, pendant trois ou quatre ans, ou plus, que de perdre tout d'un coup ses obligations, ou au moins les vendre pour la moitié de ce qu'elles content, surtout quand, en faisant semblant de percevoir un gain factice & qui paroît réel, on peut espérer de mettre d'autres dupes à sa place & de se retirer avec moins de perte. Décrier sa marchandise, n'est pas un moyen de s'en débarrasser.

On peut donc considérer la dette nationale comme étayée & soutenue par des gens qui sont très intéressés à ne pas la laisser couler encore; mais enfin les états & les apuis manqueront eux mêmes, & la chute n'en sera que plus terrible & le fracas plus effrayant.

Quant à la diminution & au déperissement des Manufactures de la Grande Bretagne, je ne vois pas comment on peut le nier sans contredire un fait que tout atteste. Il me semble que pour le prouver, il suffit de mettre en avant le grand nombre
bre

bre des Emigrans des trois Royaumes, depuis quelques années. Ces gens tous ouvriers, qui quitoient leur patrie par bandes de cinq ou six cents à la fois, se feroient-ils déterminés à quitter l'Europe, leur patrie, leur famille leurs amis, & tant d'autres avantages de leur terre natale, s'ils avoient eu de quoi s'occuper dans les ateliers de la Grande Bretagne? Je n'ai pas besoin, je pense, de presser cet argument contre Mr. de Pinto, il n'est personne qui n'en sente la force, & qui n'en conclue le mauvais état des Manufactures Angloises dans la circonstance presente; du-moins doit-on penser que ses ouvriers dans tous les genres, n'ont fui l'Angleterre, que parceque leur travail ne leur donnoit pas assez de quoi subsister; ce qui prouve toujours contre le bon état que Mr. de Pinto suppose aux Manufactures d'Angleterre. Vingt, trente, quarante, ouvriers peuvent quitter leur atelier, par étourderie, par inconstance, par libertinage, ou par paresse; mais des milliers d'ouvriers de tout âge, de tout sexe, & de tout genre, ne s'exposent pas aux dangers d'une traverse assez longue & quelque fois assez perilleuse, ils ne quittent pas un pain assuré, pour aller courir dans un autre Hemisphère, le risque ou de n'y être pas employés, ou de n'y gagner que peu, ou de ne pouvoir s'y accoutumer au climat, s'ils n'y sont forcés par l'inaction des Manufactures qui leur avoient don-

né à vivre jusqu'au moment de leur decadence.

Avec quelle bonne foi Mr. de Pinto peut-il donc avancer, que le Gouvernement n'a temporisé vis à vis de Colonies, que *pour attendre que le temps & les faits démontrassent combien ces allarmes étoient peu fondées.* Le tems & les faits fortifient & accreditent tous les jours, ces *allarmes*; tout annonce que le parti de l'opposition, les bons Patriotes & le public éclairé n'ont pas pris l'alarme mal à propos, sur le Commerce, les Manufactures & la dette Nationale de la Grande Bretagne.

„ Si la dette Nationale étoit telle que le vulgaire la suppose, l'Angleterre seroit apauvrie & ruinée (1).” Il peut se faire que le vulgaire, ou que les *Myops Politiques* exagèrent la dette Nationale de l'Angleterre, tout le monde n'est pas politique du premier ordre, tout le monde n'a pas le secret du Gouvernement Britannique comme Mr. de Pinto. Cependant quoiqu'il en dise, & malgré tous ces calculs & ses démonstrations, cette dette est trop forte, pour
que

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 50.

que la Grande Bretagne puisse l'acquitter sans des nouveaux impôts, ou des nouveaux emprunts. Le Gouvernement le sent bien lui même, puisque nous venons de voir, l'impôt sur les fenêtres & sur les Roues de Carrosse, augmenté d'un tiers; tout annonce que cette augmentation s'étendra sur d'autres objets, si comme il est à craindre, l'emprunt de deux millions sterlins ne peut se faire aussi facilement que Mr. de Pinto le prétend.

Nous sommes à la veille de voir si l'Apologiste du Gouvernement Britannique est fondé à dire que le credit de la Grande Bretagne est encore dans toute sa force. L'Angleterre, comme tout autre Etat du premier ordre, peut-être apauvrie sans être ruinée; & de fait l'Angleterre est apauvrie; elle peut-être ruinée & se soutenir en apparence pendant long tems.

Un Grand Negotiant peut-être ruiné & n'avoir rien à lui vingt ans avant sa faillite, sans que cela paroisse; à plus forte raison un Etat qui à des ressources comme l'Angleterre, peut-il traîner bien loin, avant de parvenir à la dernière extrémité. Ainsi quoiqu'on ne puisse pas démontrer rigoureusement que l'Angleterre est réellement ruinée; il ne s'en suit pas que ces finances ne soient très en desordre; que l'argent

ne manque, & que l'on ne soit fort en peine pour s'en procurer.

Encore un coup, dans un tems où l'on est généralement soupçonné avoir une dette exorbitante, emprunter deux millions sterlins, pour faire face à des depenses extraordinaires, c'est avouer le pauvre état de ses affaires, c'est confirmer l'opinion publique, c'est s'exposer à perdre totalement son credit, c'est au moins commettre la plus grossière de toutes les imprudences. Dans une nécessité urgente, comme celle où se trouve l'Angleterre dans ce moment, il est plus court, il est plus simple, il est même plus naturel, d'avoir recours à son *coffre fort*, qu'à la bourse des autres; surtout si on a lieu de craindre un refus ignominieux.

Je ne m'aviserai pas de decider si Mr. de Mirabeau est fondé, ou si Mr. de Pinto le refute solidement, j'adopterai le principe de ce dernier, & je dirai avec lui, qu'il faut en tout, éviter le *maximum*. L'Angleterre l'a-t-elle évité? C'est ce que nous saurons dans peu.

„ Il falloit encore du tems & des événements
 „ affreux & non équivoques pour constater la
 „ Rebellion des Colonies, & mettre le Gou-
 „ vernement à l'abri de tout soupçon de Tyran-
 „ nie

„ nie ou de Gouvernement arbitraire” . . .
 „ une partie de la Nation Angloise n’auroit pas
 „ cru à l’infidélité des Colonies ; le Ministère
 „ n’auroit pas obtenu des moyens efficaces, si
 „ la revolte n’éût pas éclaté avec tant de for-
 „ ce (1).” C’est l’Auteur de la lettre qui
 parle.

A entendre parler Mr. de Pinto avec ce ton d’assurance, on diroit qu’enfin la plus grande partie de la Nation Angloise & des étrangers s’est rengée du côté du Gouvernement & que presque tout le monde regarde aujourd’hui les Colons comme des Rebelles, des furieux & des forcénés, comme des scelerats qui se sont portés aux derniers exes ; cependant il est très constant que le Ministère n’a la majorité des suffrages que dans le Parlement Britannique ; car ailleurs, le nombre de ses partisans est peut-être au dessous d’un, à mille.

Ainsi les *événements affreux & non équivoques* que le tems a emmenés en Amerique, fortifient journellement, le soupçon de Gouvernement arbitraire ; bien plus ; ce soupçon a acquis la force de cer-

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 14.

certitude; peu de gens conviennent de *l'infidélité des Colonies* & presque tout le monde croit que si le Ministère n'a pas agi avec vigueur dès le commencement contre les Colonies, ce n'est pas sous le prétexte que Mr. de Pinto lui prête. La comparaison de la femme d'Orgon dans le *Tartuffe*, avec le Gouvernement Britannique, fait rire, mais elle ne prouve rien. Elle ne fait pas même honneur, ni à la critique judicieuse de celui qui la fait, ni à la dignité de ceux en faveur de qui elle est faite. On convient d'ailleurs que Molière, qui a si bien peint les vices & les ridicules, a forcé la Nature dans certains tableaux. Celui qu'il fait de Madame Orgon, dans la scène citée par Mr. de Pinto, est outré; on trouveroit peu de femmes qui voudroient imiter l'Heroyne de Molière. La vertu, sans se laisser outrager, a bien d'autres ressources pour se faire respecter. A tout prendre Madame Orgon qui souffre sans s'effaroucher les entreprises du Tartuffe, est une femmelette qui ne connoit point les droits d'une femme vertueuse, sur un impertinent qui s'émancipe avec elle, ou s'est une coquette rusée qui cherche à en imposer à un pauvre mari, en lui sacrifiant un homme qu'elle n'aime pas, pour se livrer peut-être à un autre qui lui plaît, sans s'exposer aux soupçons de son époux.

En-

Enfin la dernière excuse que l'Apologiste du Gouvernement Britannique apporte en faveur de la negligence à punir dans les commencements, la revolte des Colonies, c'est dit-il, que les „ Ministres ont été trompés ou mal informés sur le véritable état des affaires : le Lord „ North l'a déclaré en plein Parlement (1).” L'aveu est humiliant pour le Cabinet Britannique, de quelque côté qu'on l'envisage, il ne fait pas honneur aux Ministres de sa Majesté. Si d'ailleurs cella est vrai, les Gouverneurs respectifs des Colonies Americaines sont des traitres, qui se sont entendus avec les rebelles, ou des negligents qui se sont bien peu occupés des intérêts du Gouvernement : dans le premier cas, ils méritent une punition exemplaire ; dans le second, ils doivent subir une disgrâce éclatante.

Cependant, nous n'avons vu ni punition, ni disgrâce, désque le Ministère a été mieux informé ; au contraire nous avons vu les Gouverneurs des Colonies seconder par leur Zelle, les vues du Gouvernement, prendre à coeur les intérêts du Parlement, faire tout leur possible pour
fai-

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 14.

faire respecter ses loix, executer les ordres qu'ils recevoient avec la dernière sévérité; d'ou l'on peut conclure que cette raison, en faveur de la lenteur du Ministère Britannique, n'est pas meilleure que les autres.

On pourroit nous objecter que le General Gagea été puni par la privation du Commandement en Amerique; mais on sçait que ce brave homme avoit demendé son rapel; c'est lui qui a refusé l'honneur de commander les Troupes de la Grande Bretagne, contre ses frères & ses patriotes. Il a fait son devoir pendant qu'il étoit à Boston; mais il n'a plus voulu se trouver dans la dure necessité de manquer à l'équité Naturelle, à la Nature elle même, pour obeir à des ordres qu'il croyoit injustes. Sa disgrâce apparente fait honneur à ses sentimens.

Ce sont ces raisons cependant que Mr. de Pinto appelle *peremptoires* je doute qu'elles paroissent telles à des personnes qui voudront les peser sans partialité. Il faut donc d'autres raisons pour satisfaire, un homme de bon sens, *au sujet de la negligence & des delais* du Ministère. Et comme je n'écris pas pour le Docteur de Kingston, qui se contente de tout ce que son ami Mr. de Pinto lui dit, je vais tâcher de développer les vrais motifs de cette *negligence* apparente de la
part

part du Gouvernement Britannique. Au reste ce seront des simples conjectures que je hasarderai ; car j'avoue que je ne suis nullement dans la confiance du Ministère. Mais je me flate que mes conjectures approcheront plus de la certitude , que les *raisons peremptoires* de Mr. de Pinto.

Du moment que les Bostoniens ont fait voir qu'ils ne vouloient pas payer la taxe sur le Thé, en se portant à l'extrémité de le bruler & de le détruire, dès ce moment le Ministère Britannique à connu la consequence de cette démarche hardie , dès ce moment , il en a apprehendé les suites : Pourquoi donc n'a-t-il pas agi dès ce moment avec la même force qu'au jourd'hui ? C'est faute de le pouvoir, & non comme Mr. de Pinto dit, faute de le vouloir. Voici mes conjectures.

1°. Le Roi d'Angleterre s'y est opposé dans les premiers moments, & il a falu revenir à la charge plus d'une fois pour l'y determiner.

Ceci paroitra d'abord un paradoxe ; mais il disparoitra, si l'on considere que le Coeur de ce Monarque est bon , droit , & compatissant : qu'il aime ses sujets & la paix. Il a donc fallu lui fasciner les yeux, lui exagerer la revolte des Americains & la lui peindre sous les plus noires

cou-

couleurs, pour le déterminer à consentir que les Anglois ses sujets versassent le sang de leurs frères dans le nouveau monde, ou du moins à autoriser qu'ils se coupassent la gorge les uns & les autres. Il a fallu encore lui faire illusion, pour l'empêcher de voir, qu'en faisant persécuter les Colons, sous prétexte de les punir & de maintenir l'Autorité du Parlement Britannique, il portoit le plus rude coup à sa propre autorité, qu'il détruisoit l'ouvrage de ses prédécesseurs & le sien propre, qu'il réduisoit à rien, le plus beau privilège de la Couronne Britannique, celui d'accorder des Chartres, en rendant cette concession bien peu des chose, puisque l'on ne pouvoit plus compter avec certitude sur leur efficacité, toutes celles des Colonies étant dans cette circonstance, foulées aux pieds & regardées comme non avenues.

Il y a donc apparence, que le Roi a été le premier obstacle que le Ministère a dû vaincre; qu'il a fallu faire plusieurs attaques à son cœur & à ses intérêts particuliers, avant que de le mettre dans le parti de l'oppression. En effet, ce sont des sacrifices qui coutent, & un Monarque ne se détermine pas du premier coup à les faire. Pour l'y déterminer il a fallu, avant tout, lui persuader que son autorité n'étoit ni compromise ni avilie, que loin de perdre de sa part du pou-

pouvoir législatif dans la Grande Bretagne, cet événement pourroit contribuer à l'augmenter, qu'il pourroit en devenir plus absolu; ce qui arrivera infailliblement si les Americains succombent.

2^o. Le Ministère n'a pas pu agir plutôt avec vigueur contre les Americains, pourquoi?

Parceque la *Majorité* des suffrages lui manquoit à ce sujet, dans les premiers tems, où il auroit fallu faire passer un plus grand nombre de troupes en Amerique. Le Gouvernement avoit à la vérité la majorité des suffrages pour la passation du *Bil* de taxation; mais il n'avoit acheté les voix, que pour cet objet seulement. Il n'avoit pas prévu la résistance de Colons. Cette résistance s'étant manifestée d'une façon non équivoque, il a fallu agir sur des nouveaux fraix, il a fallu cabeller de nouveau, revenir à des nouveaux accords & à un nouveau marché. Tel qui s'étoit engagé pour le *Bil*, refusoit, par une espèce d'inconsequence, de voter pour le faire executer de force. Tout cella demende du tems; il falloit encore laisser écouler au moins une année ou environ, afin de pouvoir prendre sur les subfides de l'année suivante, de quoi payer de nouveau, les voix & faire face à tant d'autres engagements secrets, qu'on avoit été forcé de contracter.

3°. Le Ministère n'a pas pu agir plustôt avec force contre les Americains , pourquoi ?

Parceque trop de Membres du Parlement, & de la première considération, même la plus part des membres du Ministère étoient intéressés à retirer les fonds qu'ils avoient entre les mains des Americains, avant de s'exposer à les perdre par trop de précipitation. Si cella n'étoit pas vrai, il y a apparence qu'on auroit beaucoup plustôt interrompu le Commerce entre les deux Peuples, & que les delais fixés pour avoir la permission de le continuer, auroient été beaucoup plus courts.

C'étoit peut-être la demarche la plus necessaire, & la plus efficace. La seine politique la di-
 étoit ; il est inutile de presser cet argument. Ceux qui ont le moindre *tact politique* en sentiront assez la force.

L'intérêt particulier l'emportera toujours sur l'intérêt public. L'intérêt de la Grande Bretagne, à subjuguier les Colonies, fut-il aussi réel, qu'il est chimerique, jamais le Parlement, ni le Ministère lui même, ne se fussent portés aux derniers coups de force, avant d'avoir mis à couvert, la partie de leur fortune qui étoit dans le nouveau Monde, lors du commencement des brouilleries. Tant-pis pour les Negotients Anglois,

glois, qui n'étant ni membres du Parlement, ni du Ministère, n'ont pu, ou n'ont voulu faire repasser leurs fonds.

4°. Le Ministère n'a pas pu agir plutôt avec force, contre les Colonies, pourquoi?

Parcequ'il falloit beaucoup de tems pour faire réussir les intrigues secrètes que l'on conduisoit par des émissaires affidés dans toutes les Colonies Angloises. Ces intrigues avoient pour objet, de mettre dans les intérêts du Ministère, les plus *bonêtes gens*, les plus accredités par leurs richesses & par leur influence sur les deliberations. On vouloit s'assurer par là, & cella étoit prudent, d'une réussite assurée. En gagnant ce qu'il y a de plus considerable dans les différentes Colonies, on ne couroit aucun risque, on s'assuroit une victoire aisée, en un mot, on préparoit son triomphe. Tout cela a fait perdre du tems & on n'a rien gagné. Mr. de Pinto ne peut s'empêcher de s'en plaindre; écoutons-le parler lui même. „ Les Ministres avoient reçu les assurances „ réitérées de fidélité d'un grand nombre de „ gens sages & des propriétaires de la nouvelle „ York, de la Pensilvanie, & autres Colonies, „ qui devoient se declarer en faveur du Gou-

„ vernement (1).” Cet aveu indiscret, est une preuve pour moi. Les Livres sterlins n'ont eû aucun cours dans cette circonstance, en Amérique.

Les plus considerables des Colons ont appretié leur liberté son juste prix, ils l'ont estimée beaucoup au déla de l'or, des promesses, & des récompenses, ils n'ont pas voulu la vendre à aucun prix; cet héroïsme est d'autant plus admirable, qu'il est rare. Le nouveau Monde devoit-il en donner l'exemple à l'ancien? Cet exemple est même complet; on sçait que les Emissaires du Ministère ont fait des efforts inutiles au prés des chefs de différentes peuplades des Sauvages du Nord de l'Amérique, pour se declarer en faveur du Gouvernement & attaquer les Colons, d'un côté, pendant que les troupes du Roi les attaqueroient d'un autre; mais malheureusement pour le Ministère, les Sauvages eux mêmes commencent à connoître les droits de la Nature & les avantages de la liberté, *l'homme aux yeux blancs*, un des chefs de ces enfans grossiers de la Nature, s'est refusé à toutes les propositions du Ministère. Il y a apparence qu'on n'a pas mieux réussi

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 15.

réussi auprès des autres Hordes de ces Sauvages.

L'humanité & la Nature gagnent tous les jours. Les hommes connoissent leurs droits & leurs intérêts; les Sauvages le prouvent dans cette circonstance.

5°. Le Ministère n'a pas pu agir plutôt avec force contre les Colonies, pourquoi?

Parceque il falloit avant tout, s'assurer des Puissances qui ont des Colonies en Amerique, & qui sont plus ou moins interessées dans cette querelle. L'Espagne & la France surtout, paroissoient au Gouvernement, les deux Puissances les plus à craindre & les plus à ménager dans cette circonstance critique. Le Gouvernement ne pouvoit se dissimuler les usurpations criantes que les Anglois ont fait à ces deux Puissances dans le Nord du nouveau Monde. Le Ministère devoit craindre avec raison, que l'Espagne & la France ne se liassent d'intérêts dans cette circonstance heureuse & unique pour elles. L'occasion est trop belle pour reprendre sur les Anglois, ce qu'ils ont usurpé, pour croire que ces deux Monarques auront oublié l'orgueil & la perfidie de leurs ennemis naturels. Selon toutes les apparences, il a fallu gagner les Cabinets de Versailles & de Madrid pour les engager à la Neutralité.

Cela a du être difficile, & parconcequent il a fallu du temps pour y parvenir. Après bien des soins & des peines y at-on réussi? C'est ce que nous sommes à la veille de sçavoir. Ne hasardons rien, d'autant mieux que nous ne languirons pas longtems. Car quoiqu'en dise Mr. de Pinto, ces deux Puissances n'ont pas un si grand intérêt à maintenir les Anglois dans toutes leurs possessions du Nord de l'Amerique. Dévenus trop puissants dans la moitié du nouveau continent, ne peuvent-ils pas un jour envahir tout ce qu'il leur plaira de l'autre moitié? Mr. de Pinto avoüe lui même, que ce sont les peuples du Nord qui ont toujours asservi les peuples meridionaux. L'Espagne & la France ont donc un intérêt réel à éloigner cet événement. Ce seroit mal s'y prendre, que de consentir à l'Esclavage des Colonies Angloises. Car étant très peuplées, l'Angleterre y commandant à son gré, peut sans les troupes d'Europe, y lever des armées formidables & envahir les possessions Espagnoles & Françoises, avant qu'en France, ni in Espagne, on ait pu prendre des mesures pour se deffendre, & pour repousser la force par la force. D'ailleurs toutes ces mesures deviendroient inutiles, par la même raison que les mesures que le Gouvernement Anglois prend actuellement, le deviendront, si les Colons persistent à se deffendre.

Si

Si au contraire les Americains se forment en République, l'Espagne ni la France n'ont rien à craindre de leur part pour des nouvelles invasions. Ce n'est guere l'affaire des Republiques d'entreprendre des conquêtes. Leurs possessions sont presque toujours trop étendues. Rome se perdit par cette raison, & les Polonois ne doivent attribuer leur decadence visible, qu'à la trop grande étendue de leurs païs. Pour faire des conquêtes & pour les assurer, il faut un seul chef, sur qui tout roule & qui soit absolu; sans cela, les victoires ne sont que des Eclairs, dont la gloire passe rapidement. L'experience prouve que dans les Republiques, il faut passer par tant de conseils, par tant de tribunaux, qu'avant qu'on ne soit d'accord sur le plan des operations, l'occasion échape, & que l'énemi ayant le tems de se fortifier, le plus souvent après avoir été attaqué, il devient lui même aggresseur. L'avantage même est à la fin de son côté. Voilà, je pense, des conjectures plus raisonnables que les raisons peremptoires de Mr. de Pinto sur les delais & la negligence apparente du Gouvernement Anglois.

Je ne sçais si l'experience des guerres passées doit rassurer cette *Nation Superieure*, sur les suites de celle-ci; je ne sçais si elle aura plus *beau jeu à la fin*, qu'*au commencement*; dans les guer-

res passées, elle avoit à faire à des étrangers dont la liberté civile ne couroit aucun risque, quel que fût l'événement des combats. Or il y a une grande différence de se battre, pour la seule gloire de la Nation, & pour les intérêts d'un Souverain, ou de se battre pour se maintenir dans ses propriétés, dans ses biens, & dans une honnête indépendance. Il est d'ailleurs malheureusement trop vrai, que dans une guerre civile, la fureur & la rage poussent aux dernières extrémités. On croit qu'il est plus dur, plus honteux & plus terrible d'être asservi, subjugué, & mis aux fers, par ses propres frères, que par des étrangers; on se détermine plutôt à porter le joug d'un Souverain étranger, qu'à être l'Esclave de celui dont on est le frère, le concitoyen, le co-sujet, & en un mot l'égal.

„ Il faut un revers, un épouvantail menaçant
 „ pour lui donner (au Peuple Anglois) une as-
 „ siette qui corrige les inconveniens de sa con-
 „ stitution. Et le mettre en état de jouir de ses
 „ avantages (1).” Quel est le sens de cette
 maxime si nouvelle, énoncée si pompeusement?
 Voudroit-on nous faire croire que dans la triste
 re-

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 15.

revolution actuelle, la constitution Britannique va être corrigée?

Mais dans le sens de l'Auteur, en quoi doit consister cette correction si avantageuse à la Nation? Le voici, ou sa maxime énigmatique ne signifie rien. C'est qu'en supposant, comme il le suppose, que par cette revolution, les Américains vont être soumis, l'autorité du Gouvernement sur le peuple, va prendre des nouvelles forces, que cette autorité parvenue à un point de supériorité, qu'elle n'avoit pas porté encore assez loin, disposera & décidera à l'avenir, sans éprouver aucune contradiction. Mais dans ce cas, que devient la Liberté de la Nation? S'en est fait, si le Gouvernement à le dessus; le Peuple Anglois sera peut-être encore moins libre que ses voisins; dans ce cas, la constitution Britannique, loin d'être rafermie & corrigée sera bouleversée: tout l'avantage passera du côté du Gouvernement, & le Peuple perdra tout, jusqu'à l'apparence de sa liberté.

C'est sans doute dans ce sens, que Mr. de Pinto a dit aussi, *après tout, à quelque chose malheur est bon.* Avec sa permission, je ne ferai pas de son avis, & je n'oserois envisager le malheur de la guerre actuelle comme ayant été *bon à quelque chose.* Quand bien même tout l'avantage resteroit

roit aux Americains, dont je suis le Partisan. Il en coutera trop de sang, & il en a déjà trop couté, pour que les suites de ce malheur, quelles qu'elles soient, puissent être appellées heureuses : les avantages qui en resulteront pour l'un ou l'autre parti, auront été achetés trop cher. Cet Adage trivial est contraire dans cette circonstance, à la charité chretienne : quoique Mr. de Pinto par état, ne soit pas astraint à aucune des maximes du Christianisme, il est homme, & son proverbe combatant directement les sentiments compatissans de l'humanité & de la Nature, il n'en est pas moins déplacé : je dirois presque, *indecent*.

Je me flate d'avoir prouvé que Mr. de Pinto n'a nullement deduit à son prétendu ami, les veritables raisons qui ont engagé le Gouvernement Britannique à ne pas accabler les Colonies, dans les premiers tems, de tout le poids de son autorité. Sachant les veritables motifs des delais du Gouvernement, les at-il deguisés à son Docteur ? Ou bien ne sachant pas mieux, en lui annonçant des *raisons peremptoires*, n'at t. il rendu compte que de ses conjectures ?

Suspecter la bonne foi, & l'honêté de Mr. de Pinto, feroit un parti trop violent à prendre & que la politesse nous interdit absolument ; croire
d'un

d'un autre côté, que Mr. de Pinto n'est pas bien instruit à ce sujet, ce seroit lui faire une injure non moins atroce, puisqu'il a soin de nous dire dans plusieurs endroits de ces deux lettres, qu'il *sçait les choses de bonne part*, qu'il a *des memoires antiques*, qu'il a *des pièces originales en main* &c. Qu'il nous fournisse donc le moyen lui même, de concilier ses lumières avec ses assertions, sans nous mettre dans la dure nécessité de suspecter sa veracité & sa probité.

Je me flatte encore d'avoir substitué aux raisons de Mr. de Pinto, des motifs plus plausibles & plus approchants de la réalité, que ceux qu'il allegue en faveur du Gouvernement: c'est tout ce que je m'étois proposé de faire dans ces secondes observations. Cependant j'examinerai encore, quoique très succinctement, quelques uns des principes de Mr. de Pinto, relativement à la Seconde Question qu'il se fait lui même dans la seconde lettre que j'examiné.

Mr. de Pinto croit avec raison que les suites de la guerre malheureuse entre la Grande Bretagne & ses Colonies, dependent entièrement de la *Providence*. J'applaudis à une réponse si sage, & je l'adopte avec tous les hommes sensés. Je vais cependant, à son exemple, *hasarder des conjectures sans prétention*. Le public jugera qu'elles
des

des conjectures, ou celles de Mr. de Pinto, ou les miennes, sont plus probables & s'accordent le mieux avec l'Etat actuel des choses.

1°. Je pense que si jamais l'*Amerique doit devenir independante de l'Europe en tout, ou en partie*, elle le deviendra, quant aux possessions Angloises, par les suites de la guerre actuelle. M'a conjecture à ce sujet, est diametralement opposée à celle de Mr. de Pinto, qui croit le contraire. Voici sur quoi je me fonde.

1°. La revolution dans les Colonies Angloises est générale, parcequ'elles craignent toutes l'Eclavage, si elles succombent. Il plait à Mr. de Pinto de dire le contraire. Et il n'exempte que le Canada & la nouvelle Ecosse; il a raison par rapport à la première de ces Colonies; mais il se trompe quant à la seconde; la nouvelle Ecosse & les deux Florides ont été les dernières à se soulever; mais enfin il est hors de doute qu'elles se sont jettées dans la confederation. 2°. L'accord, le zelle, l'union, & l'ardeur des Colons sont aussi parfaits qu'on puisse le désirer, dans un soulèvement aussi étendu. Et quoique je ne doute pas que le Ministère Britannique n'ait des partisans en Amerique, le nombre en est si petit, eu égard au nombre des mécontents, que leur zelle pour la Mere-Patrie, ne servira qu'à les ren-

rendre odieux à tous les autres Americains (a).

„ L'unanimité qu'on affecte dans le pretendu
 „ Congres, n'est rien moins que réelle: On a
 „ des preuves autantiques du contraire:” dit
 Mr. de Pinto (1), c'est donner un dementi
 formel à toute l'Europe. C'est vouloir nous fai-
 re passer tous pour des imbecilles, qui ne savons
 ni lire, ni juger d'après la lecture des pièces au-
 tantiques émanées directement, non seulement
 du Congrès Général de Philadelphie, mais en-
 core de toutes les assemblées particulières & gé-
 nérales de chaque Colonie. Jamais accord n'a
 paru plus parfait. On peut suspecter avec rai-
 son *l'authenticité des preuves du contraire* que Mr. de
 Pinto garde par devers lui. Jamais il n'étoit
 plus nécessaire de les produire, que dans cette cir-
 constance, pour desabuser le public, qui croit plus
 à ce qu'il voit, qu'à ce qu'on lui dit avec un air
 misterieux.

30. Les Colonies ont plus des forces, & de
 resources de tous les genres, que Mr. de Pinto
 ne fait semblant de croire. Elles ont plus de
 monde que la Grande Bretagne ne peut leur en
 op-

(a) Déjà plusieurs des partisans du Ministère prennent le
 parti de repasser en Europe.

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 19.

opposer : leurs Généraux leurs Soldats, sont tous Colons & par consequence également intéressés à vaincre. Il combattent chez eux & pour leur propre deffence, ils peuvent d'un moment à l'autre, reparer leurs pertes, sans être obligés de se livrer au hazard des flots, & au caprice des vents.

La Mere - Patrie n'a aucun de ces avantages. Plus elle fera d'efforts pour soutenir ces prétentions par la voié des armes, & plus elle se consommera en frais, qui tous peuvent devenir inutiles par un seul coup de Mer. Ce n'est pas tout d'ailleurs que les vents soient favorables. Ce n'est pas tout d'arriver sur les côtes de l'Amérique, il faut prendre terre si l'on veut remporter des avantages decisifs ; or la descente n'ait pas aisée, & les précautions que les Colons ont pris la rendent très difficile. On peut perdre le quart des troupes avant que le débarquement ne soit fini, sans que les Americains aient perdu encore, un seul homme. Les troupes du Roi étant descendues, ne s'auroient vivre sans manger, il faut donc qu'elles portent toutes leurs provisions avec elles. Quel embarras ! Et puis n'ayant aucun Magasin dans le país, ces provisions sont bien vite épuisées, soit par la consommation, si elles sont en petite quantité, soit par la corruption & la putrefaction, à la quelle elles sont exposées dans

dans les vaisseaux. Cet inconvenient ne seroit rien, si comme Cesar, le Général des troupes Angloises pouvoit dire en arrivant en Amerique, *veni, vidi, vici*: mais peut-on le supposer. Peut-on croire qu'une seule Bataille decidera du sort des Colons. Encore faut-il que cette Bataille se donne presque en arrivant, sans quoi la famine, avec toute l'horreur qui l'accompagne, se declarera infailliblement pour les Americains. Avec un tel renfort, sans tirer l'épée & sans se fouiller du sang de leurs freres, ils les verront tomber à leurs pieds.

En un mot les Americains n'eussent-ils que des *Bataux*, comme l'affure Mr. de Pinto (1), avec ces *Bataux*, si l'on veut même ces *Chaloupes*, ils ont sur leurs ennemis, tous les avantages imaginables, pour sortir glorieusement de cette malheureuse affaire. Ces avantages sont clairs, incontestables, & l'on peut dire qu'humainement parlant, ils leur assurent une victoire facile à remporter. Et que sera-ce, s'ils en ont d'autres qui ne sont connus que deux seuls & des Puissances qui les leur fourniront, ou qui peut-être les leur ont déjà fourni? Si cella arrive la
po-

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 18.

politique de Mr. de Pinto est terriblement en déffaut: tous ces raisonnements, parraport aux autres puissances interressées à maintenir l'autorité de la Grande Bretagne sur les Colonies, tous ces raisonnements dis-je, n'aboutiront à rien, qu'à faire voir sa bonne volonté à deffendre une très mauvaise cause.

J'ajouterai enfin, que le patron de *la Barque* de Philadelphie qui a trahi ses cometans, en se rendant à Bristol & non à Nantes où il étoit destiné, j'ajouterai dis-je, que ce patron & tout son équipage n'est pas de l'avis de Mr. de Pinto, que son raport favorise mes conjectures, ou du moins fortifie les raisons que j'en donne. Sa relation sur les forces des Colons, tant par terre, que par mer, sur leurs provisions, sur leur aisance même, & sur leur unanimité, est des plus alarmantes pour le Ministère.

Tout s'accorde d'ailleurs avec ce que nous sçavions & tout ce que nous apprenons journellement. Donc il est sur, que si l'Amerique Septentrionale doit jamais devenir indépendante de l'Europe, c'est par les suites de cette guerre qu'elle peut le devenir facilement. Donc toutes les raisons que Mr. de Pinto apporte & peut apporter pour prouver qu'il y a apparence que l'Angleterre triomphera dans ce moment-ci, de ses
Co-

Colonies, toutes ces raisons dis-je ne sont rien moins que solides. La Grande Bretagne à tout à craindre & on la croit menacée par plus d'un côté.

1^o. Je pense que l'Amerique ne deviendra jamais independante de l'Europe, tant que l'Europe voudra la conserver sous sa dependance. C'est encore contre Mr. Pinto; Et voici les raisons sur les quelles je fonde cette conjecture.

2^o. Pour que l'Amerique devint independante de l'Europe, il faudroit, que les Naturels du pais se rassemblant de tous les coins où on les a dispersés dans le nouveau continent, fissent une irruption générale & fussent assez forts, ou assez heureux, pour chasser & massacrer tous les Européens usurpateurs de leur Monde. Il n'est pas besoin je pense, de prouver, qu'humainement parlant, la chose est impossible. A la vérité, l'Auteur hardi de l'Histoire Philosophique & Politique des Etablissements des Européens dans les Deux Indes, prédit formellement cet événement; mais ce n'est ni le seul, ni le plus dangereux paradoxe de son Livre, beaucoup trop fameux à plusieurs égards.

L'Amerique ne pouvant donc recouvrer son
D in-

indépendance par ses anciens habitans , ou pour mieux dire par ces propres enfans , elle n'a d'autre ressource, pour redevenir indépendante , que dans l'accord général & les efforts combinés de tous les Colons qui l'habitent actuellement ; or cette seconde supposition n'a pas plus de fondement que la première.

Pour que tous les Colons Americains pussent devenir un jour indépendants de l'Europe, il faudroit, ou qu'ils ne formassent qu'une seule République, ou une seule Monarchie, ou plusieurs Républiques, ou plusieurs Monarchies qui se liaissent d'intérêt, pour secouer le joug des différentes Puissances d'Europe. Toutes ces suppositions paroissent également absurdes.

1°. L'idée d'une République, ou d'une Monarchie universelle, dans le nouveau monde, n'est guere moins, destituée de probabilité, que l'idée d'une Monarchie universelle, ou d'une République unique en Europe. Le nouveau continent à trop d'étendue, il est trop vaste, pour qu'un seul Gouvernement, quelque forme qu'on lui donne, puisse y maintenir l'accord & l'harmonie dans toutes les différentes parties, qui composeroient ce tout immense. Cette masse enorme d'autorité tomberoit par son propre poids. Encore faut-il supposer, contre toute
vrais-

vraisemblance, que toutes les différentes Nations, se défferoient de leurs différents préjugés, abandonneroient des intérêts particuliers qui se croisent nécessairement, renonceroient à leurs mœurs particulières, à leurs usages, à leurs loix, à leurs coutumes & en un mot à tous les sentimens & à toutes les idées que l'esprit national leur suggere: il faudroit, ce qui me paroît encore plus difficile, qu'ils peussent tous se deffaire de cette jalousie nationale qui naît avec tous les hommes; que chaque Nation en particulier rabattit de son orgueil, de sa fierté & de ses prétentions de supériorité: c'en est assez, pour démontrer qu'il faudroit l'impossible, pour réunir tous les Colons du nouveau continent sous un seul & unique Gouvernement. Et quand bien même il seroit possible que les Americains peussent parvenir à ce point de réunion, ce Phenomène surprenant ne seroit que de très peu de durée. Dèsque Romme a voulu avoir le commandement de l'Univers, Romme a tout perdu, sans avoir d'autre ennemis à combattre, qu'elle même. Quelle difference d'ailleurs des tems où nous vivons & de ceux où Rome faisoit tout ce qui lui plaisoit dans le Monde. On ne peut pas supposer que les hommes en Europe, redeviendront ce qu'ils étoient du temps que les Romains les asservirent pour quelque temps.

Si donc l'indépendance de l'Amerique est possible, elle ne peut l'être que par la formation de plusieurs Républiques ou Monarchies réunies par un intérêt commun. Or cette supposition est presque aussi chimerique que la première.

Pour que cette division de l'Amerique peut avoir lieu, il faudroit 1°. qu'il régnât un accord universel & parfait parmi les Colons des différentes Nations, pour le partage des terres, qui devroit faire le lot de chaque Monarchie ou République particulière.

Cette seule difficulté paroît insurmontable; ne supposât-on que deux Monarchies, ou deux Républiques dans tout le continent de l'Amerique; je dis le continent, car s'il étoit question d'y comprendre les Iles & de les distribuer aux Souverains respectifs qui commenderoient en Amerique, la chose deviendrait encore plus difficile. 2°. Il faudroit que le soulèvement en Amerique, se fit dans le même moment, & qu'il fût général. 3°. Il faudroit que les différents Européens établis en Amerique, eussent tramé leur confédération si secrètement, que les Souverains d'Europe, intéressés à maintenir leur autorité, ne fussent rien, qu'au-moment où il ne feroit plus tems de s'y opposer. Or il est évident, qu'à moins d'un Miracle, les obstacles que je me contente d'in-

d'indiquer sont insurmontables.

Prévoir donc, comme Mr. Pinto, un événement de cette nature, c'est vouloir se préparer les honneurs dus aux grands Prophètes ; mais à coup sur, ce n'est pas prétendre d'en recueillir la gloire de son vivant. Je puis donc conclure, que la conjecture de Mr. de Pinto, sur l'indépendance future de toute l'Amerique, est sans aucun fondement & sans vraisemblance. Si l'on ne connoissoit l'Auteur, on feroit tenté d'attribuer cette idée grotesque d'indépendance, à un Charlatan ; mais les plus grands hommes ne sont pas à l'abri de certaines rêveries, qui quelque fois servent à faire jaillir avec plus de force, le feu de leur imagination, comme les ombres relevent l'éclat des couleurs d'un Tableau.

Je dois dire cependant que Mr. de Pinto n'est pas le seul qui ait prévu l'indépendance future de l'Amerique ; j'ai même entendu quelqu'un, qui se pique, tout comme Mr. de Pinto, d'être distingué de la foule des politiques, j'ai entendu dis-je annoncer avec un ton d'assurance, que l'Amerique tôt ou tard, subjuguera l'Europe, qu'elle prendra sa revanche sur elle & qu'après avoir été Esclave, elle enchainera l'Europe, avec les mêmes fers dont celle-ci l'avoit enchainée. L'événement de cette Prophetie en supposeroit

un autre tout aussi miraculeux ; il faudroit que l'Europe rentrât dans son Enfance, qu'elle redevint barbare comme elle l'étoit du temps de l'invasion des Normands, ou de celui des conquêtes des Romains ; rien n'annonce, que les Européens doivent dégénérer à ce point. Il faudroit en un mot, pour que les Américains des races futures, fissent la conquête de l'Europe, qu'ils trouvassent cette riante partie du monde sans défense, sans troupes disciplinées, sans chefs, sans mœurs, sans loix, & en un mot telle qu'étoit l'Amérique elle même, lorsque à force de crimes, d'exès, de cruautés, de trahisons & d'inhumanités, les Européens s'en sont rendus les maîtres.

20. Je crois que l'Angleterre ne triomphera pas dans ce moment-ci, si on la laisse seule aux prises avec ses Colonies. Elle n'a ni assez de forces, ni assez d'argent, ni assez d'intelligences chez les Américains, pour les forcer à l'Esclavage ; les plus redoutables des Elements, la Mer & les vents sont contre elle ; sa Marine quelque brillante qu'on la suppose, ne peut tout au plus porter ses troupes & tout ce qui est nécessaire, pour les avitailler & les mettre en état d'agir, que dans quelques Ports de l'Amérique ; encore faut-il vaincre tous les obstacles que les Américains ont mis à l'approche de leurs Rades

&

& qui en rendent l'entrée très difficile. Entrés dans les différents Ports, il faut débarquer, pour pouvoir agir dans le plat païs; c'est là la difficulté: les Americains ont plus de monde qu'il ne leur en faut pour s'opposer au débarquement, dans quel en droit qu'on le tente, & comme ils savent qu'ils ne peuvent être attaqués que par Mer, ils se sont certainement mis à l'abri de toute surprise de ce côté là. En supposant même le débarquement facile & sur, il faut pour conquérir, s'avancer dans le Païs & attaquer l'ennemi dans l'interieur du continent où il se sera retiré s'il n'a pu empêcher la descente; nouvelles difficultés plus insurmontables que les premières; car il faut y faire vivre les troupes, pour qu'elles puissent se battre; dans un païs ennemi, il faut porter ordinairement avec soi, toutes ses provisions; sans cella, on risque d'y mourir de faim.

Mais les Anglois n'ont d'autres magasins, dans toute l'Amerique, que leurs Vaisseaux; il faut donc trouver le secret de faire suivre les Vaisseaux par terre, & de les conduire comme on les conduit en pleine Mer. Cela fût-il possible, ces Magasins peuvent être épuisés avant qu'on puisse les fournir de nouveau par de envois d'Europe. Voilà dira-t-on des difficultés bien multipliées & bien exagérées; je crois ce-

pendant n'en avoir indiqué que la plus petite partie. Je n'ai même pas parlé des Embuscades inévitables dans les quelles des troupes étrangères tomberont infailliblement dans un païs in connu à leurs Généraux & à leurs chefs. Les guides furs & fidelles doivent être rares, dans un païs, où tout le monde combat pour sa liberté, sa propriété & ses biens.

En un mot les troupes nationales de la Grande Bretagne, & les troupes auxiliaires ne doivent avancer dans le continent de l'Amerique, qu'avec la plus grande circonspection, & qu'en tremblant. Rien de si facile que de les faire marcher sur un précipice couvert de fleurs: l'Abisme peut s'ouvrir sous leurs pieds, au tems où ils se croiront en surété; enfin ils peuvent à tout moment courir à leur déffaitte, lorsqu'ils croiront courir à la Victoire. Et n'a-t-on pas à craindre la desertion des Soldats? Ce sont des Anglois envoyés pour égorger leurs frères, & quels frères? Des frères qui ne se batent que pour leur liberté? Quel puissant éguillon pour se ranger de leur parti. Ce sont des Allemands, qui sans aucun intérêt national, sont envoyés dans un païs où ils retrouveront quantité de leurs compatriotes, établis & vivant à leur aise jusqu'au moment des troubles, libres & independants, en un mot, contents de leur sort. La facilité de
la

la desertion, la certitude de l'impunité, l'espérance de s'établir avantageusement comme leurs frères, l'assurance de devenir des hommes libres, la crainte de périr dans une seconde navigation pour repasser en Europe, quels appas ! Pour des hommes qui pour une modique somme, sont obligés d'exposer leur vie, & ont été forcés de traverser les Mers & de courir tous les dangers d'un voyage long & désagréable par lui même. En faut-il tant pour faire même illusion à des hommes, dont les principes commodes leur inspirent continuellement de chercher leur plus grand avantage, au mépris des engagements les plus sacrés & même des devoirs les plus pressants !

3°. Je pense que les Américains ne triompheraient pas des Anglois leurs co-sujets, & qu'à la fin de la guerre, ils n'en seront pas plus avancés qu'au commencement ; peut-être leur condition en sera-t-elle devenue pire. Voici mes conjectures à ce sujet : permis à qui conque le voudra, de s'en moquer & de me regarder comme un visionnaire.

L'Espagne & la France aideront à la fin les Américains, si contre toute apparence, ils étoient obligés de plier devant les Anglois. J'entends qu'on leur fournira ouvertement des se-

cours, car je ne doute nullement qu'on ne leur en fournisse déjà, depuis longtems, sous main & en secret. Il est au-moins incontestable, qu'on leur porte d'Europe, & qu'eux mêmes avec leurs *petits Bataux*, y viennent chercher des provisions & des munitions de guerre. Si cella n'étoit pas, ils n'auroient pas fait si belle contenance: car avec du coeur & de l'honneur, il faut pour se battre, des armes, contre qui se sert des armes pour nous attaquer. Le Ministère Britannique ne pouvant plus douter des secours efficaces que l'Espagne & la France fournissent à leurs Colons, crierà à la trahison, à la perfidie, il se plaindra, fera du bruit, donnera des manifestes, entamera des negotiations, & finira par un accord avec ses deux Puissances. Quel sera cet accord?

Il n'est pas difficile de le deviner: Le Canada repassera sous la domination de la France, si elle veut se contenter de cette simple restitution: je n'ose énoncer les prétentions de l'Espagne, tout le monde sçait combien elles peuvent aller loin; jamais occasion plus belle pour les faire valoir, jamais occasion plus favorable pour se faire justice, si on la lui refuse. L'Angleterre forcée d'accéder aux conditions qu'on lui présentera, y donnera les mains, au moins jusqu'à ce quelle se croie assez forte pour prendre la revanche,

che, elle s'accordera à quel prix que ce soit, avec ses deux rivales, & ses deux rivales lui sacrifieront les Americains & lui abandonneront le reste du continent de l'Amerique Septentrionale, pour y exercer son autorité, à son gré. En un mot je crois que la querelle actuelle de la Grande Bretagne avec les Colonies, ne differera guere du procès de l'Huitre. Les suites cependant en feront d'une plus grande consequence; car cette paix même, ne fera que le levain d'une nouvelle guerre, qui éclora aussi tôt que l'Angleterre aura un peu respiré & pris halaine. Il faudra du temps, mais enfin ce temps arrivera.

J'abandonne à quelqu'un plus le reste de la seconde lettre de Mr. de Pinto: le refute qui voudra. Mais des Paradoxes se refutent eux mêmes.

J'ai lu avec toute l'attention possible *l'Histoire de la nouvelle Angleterre*, j'y ai vu les moeurs & le caractère de ses habitants, j'ai été revolté du tableau que l'historien en fait; j'ai suspendu mon jugement sur sa veracité & sur sa fidelité; mais je ne rougis nullement de m'être déclaré *l'Avocat* des Colons qui cultivent aujourd'hui l'Amerique Septentrionale. Je voudrois que mes talents, répondissent à mon zele. Quels qu'ils soient, je ne crois pas les avoir prostitués en essayant de faire
voir

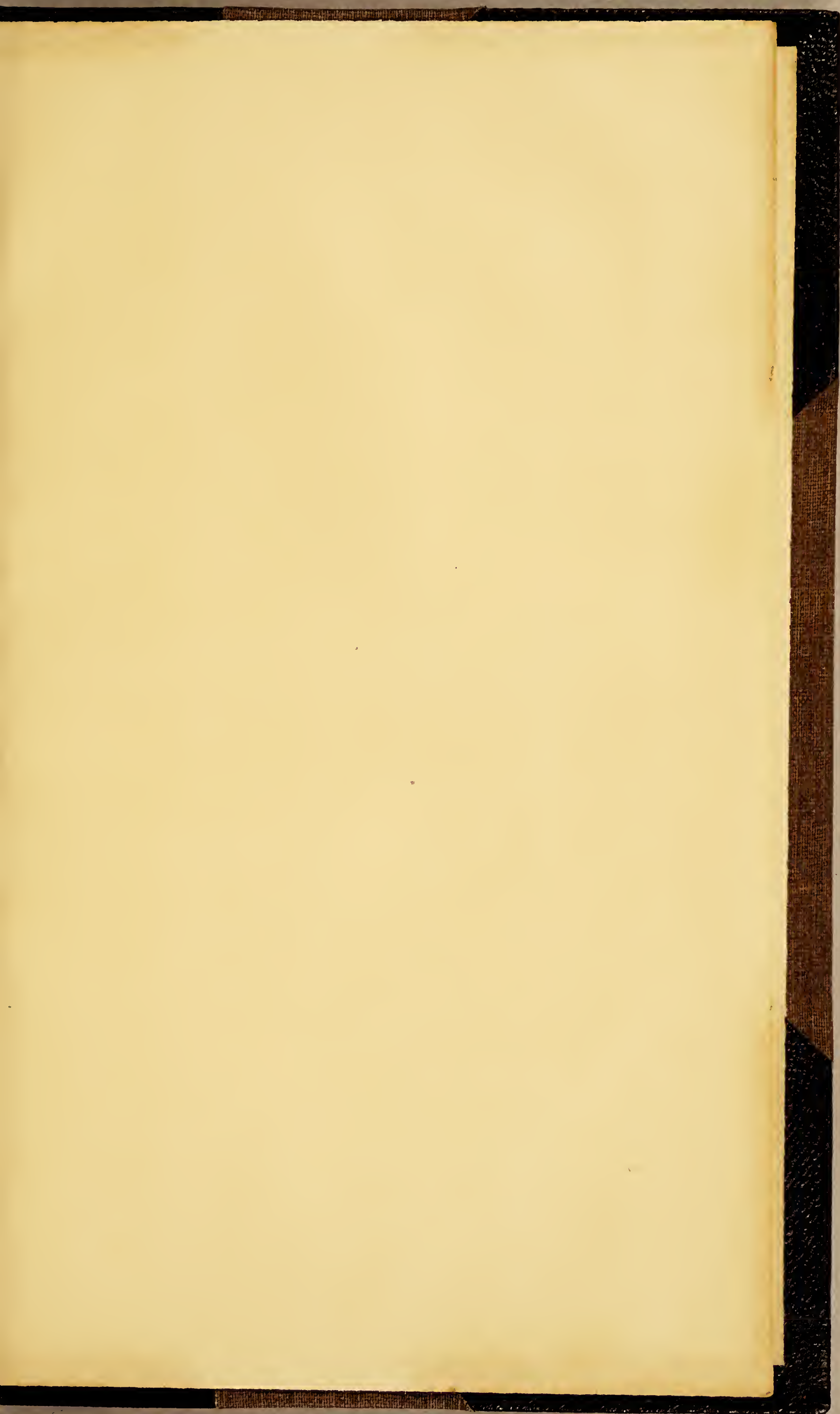
voir l'injustice de la cause du Ministère Britannique.

Au reste il m'inporte assez peu *d'être abandonné à mes préjugés* par Mr. de Pinto (1). J'y resterai livré, jusqu'à ce que par des meilleures raisons, il m'ait démontré la justice de la cause qu'il deffend. A ce compte je crois qu'ils auront le temps de se fortifier. Peut-être ne faudroit-il qu'un événement très possible, pour lui faire abandonner les siens.

(1) Lettre de Mr. de Pinto p. 22.

-11310-

Sum





E776

N9348

